

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le 30 novembre prochain, les citoyens de notre beau pays sont appelés aux urnes pour décider du sort de deux initiatives populaires: la première dite «Pour une Suisse qui s'engage (initiative service citoyen)» et la deuxième dite «Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement (initiative pour l'avenir)». Une fois n'est pas coutume, je vais traiter de ces deux sujets avec un peu d'avance, car il n'y a à peu près aucune chance que les débats futurs me fassent changer d'opinion.

En ce qui concerne la proposition de généraliser le service citoyen, le but des initiants est louable en ce qu'il vise à améliorer la cohésion sociale, lutter contre la tendance à l'individualisme et créer un système plus juste où tout un chacun, quel que soit son sexe, est soumis à l'obligation de servir la collectivité d'une manière ou d'une autre.

Cependant, l'initiative reproduit la même erreur que celle commise au moment de l'introduction du service civil, à savoir confondre besoin et équité. La seule raison valable d'arracher les citoyens à leurs familles et à leurs emplois est la sécurité de la population, soit les services militaire et de protection civile. Dans un monde où il n'y aurait ni guerres ni catastrophes naturelles, il n'y aurait

pas lieu d'obliger les habitants à un service citoyen, qui suppose un coût élevé tant pour l'Etat que pour l'économie.

Lorsque l'on regarde le comité d'initiative, on est surpris de voir qu'il est composé de personnalités de tous les bords. Il est probable que chacune d'entre elles a sa petite idée du bénéfice qui pourrait être retiré d'une obligation de servir généralisée, et que ces idées ne coïncident pas entre elles.

Si l'on veut réellement prendre des mesures pour améliorer la cohésion de la Confédération, lutter contre l'individualisme et partager des expériences enrichissantes, on pourrait imaginer la création d'un mouvement scout fédéral obligatoire pour les jeunes à partir de dix ans. Mais là, on aurait sur le dos les antifas, qui ne manqueraient pas de faire des comparaisons avec les heures les plus sombres de notre histoire.

Quoi qu'il en soit, ce sera NON à l'initiative.

Passons maintenant à notre deuxième sujet. Sans surprise, ce sont les jeunes socialistes qui sont à l'origine de l'initiative «pour l'avenir». Comme je suis un vieux con rétrograde assumé, je peux le dire: le problème des jeunes socialistes est qu'ils cumulent l'ineptie d'une idéo-

logie et la niaiserie de la jeunesse. De deux choses l'une: soit il s'agit de faire des effets d'annonce à but électoraliste sous la houlette du parti socialiste, afin de gagner les votes des marmots, soit il s'agit d'un vrai projet et, dans ce cas, on frise l'indigence mentale.

De quoi s'agit-il en bref? L'initiative prévoit de prélever la moitié du patrimoine d'une succession au-delà de 50 millions de francs, ce qui, selon ses promoteurs, permettrait de récupérer 6 milliards de francs par an, qui devraient être destinés à l'accomplissement des mesures nécessaires pour atteindre l'objectif climatique de 2050.

Ce que ces ânes bâtés n'arrivent pas à enfoncer dans leurs caboches, c'est que les personnes très fortunées ne sont pas prisonnières dans notre beau pays, et qu'à l'annonce de pareille mesure confiscatoire elles feront leurs valises et emporteront avec elles leurs revenus confortables, qui génèrent des entrées fiscales récurrentes. Ajoutons que des fortunes de plus de 50 millions impliquent souvent que la famille est propriétaire d'une entreprise, qui compte dans le patrimoine et qui devrait être démembrée ou vendue pour payer les impôts sur les successions. Il n'y a aucun doute là-dessus, l'acceptation de cette énormité im-

pliquerait une baisse des recettes fiscales. NON, NON et NON. Et si on lance une initiative pour limiter les

possibilités pour les partis de lancer des initiatives stupides et vouées à l'échec, je la soutiendrai.

Michel Paschoud

Absurdité politique

Ces derniers temps, des politiciens médiocres ont prétendu promouvoir la paix au Proche-Orient en reconnaissant l'existence d'un Etat palestinien.

M. Emmanuel Macron, qui aime le faste et la solennité, s'est récemment illustré devant l'Assemblée générale de l'ONU en annonçant cette reconnaissance au nom de la France dans un discours qui aurait fait verdier de jalousie un prédicateur pontifiant.

Il faut être d'une arrogance incommensurable ou d'une bêtise abyssale pour croire qu'une chose qui n'existe pas peut devenir réalité simplement parce qu'on agit comme si elle existait.

Or l'Etat palestinien n'existe pas et je pense qu'il n'existera jamais. En

effet, il est quasiment impossible de faire coexister au sein de la Palestine – qui est une région, de sorte que les Israéliens sont, eux aussi, Palestiniens –, deux Etats dont les habitants sont majoritairement emplis de rancœur et de haine les uns à l'égard des autres. La seule solution consisterait à les placer sous la tutelle d'une puissance apte à étouffer dans l'œuf toute tentative de rallumer le conflit – pas l'ONU, évidemment, mais les USA, qui seraient les artisans de la paix si le plan de M. Donald Trump se concrétisait.

Quel Etat jaloux de sa souveraineté accepterait pareil protectorat?

J'ai bien peur que la question palestinienne ne soit un problème sans solution.

Il n'en est pas moins scandaleux que des politiciens irresponsables jettent de l'huile sur le feu.

Toutes proportions gardées, que dirait M. Pedro Sanchez si la «communauté internationale» se mêlait de reconnaître un Etat de Catalogne qui n'existe pas? Que dirait M. Macron si elle prétendait reconnaître un Etat de Nouvelle-Calédonie qui n'existe pas davantage?

Le monde se porterait mieux si les chefs d'Etats et de gouvernements prononçaient moins de discours, passaient moins de temps devant les caméras et les micros, voyageaient moins souvent et s'occupaient un peu plus intelligemment de ce qui se passe chez eux.

Mariette Paschoud

Gérontophobie

Nous lisons dans **24 heures** du 3 octobre une «interview politique» de deux politologues alémaniques au sujet des «enjeux majeurs» des prochaines élections fédérales. L'article a été rédigé et publié en allemand par deux journalistes alémaniques du groupe Tamedia, puis traduit en français pour alimenter les titres francophones du groupe. Cette pratique est désormais courante.

L'interview contient à boire et à manger. Des banalités et des énormités. M. Adrian Vatter, directeur de

l'Institut de sciences politiques de l'Université de Berne, tient des propos relativement mesurés. A côté de lui, Mme Rahel Freiburghaus, diplômée en sciences sociales et science politique de l'Université de Berne, chercheuse dans cette même université et récemment nommée *professeure assistante* à l'Université de Lausanne, enchaîne les provocations. Elle est évidemment épaulée dans cette tâche par les journalistes de Tamedia, dont la première question commence par une affirmation: «Les résultats des dernières vota-

tions suggèrent qu'une mentalité égoïste se développe au sein de la population.»

Trop de vieux

La discussion s'oriente sur le constat que les jeunes votent moins que leurs aînés. «Deux tiers des personnes âgées se rendent aux urnes, deux tiers des jeunes restent chez eux.» Les journalistes demandent alors si «la Suisse évolue vers une gérontocratie», donnant à Mme Freiburghaus l'occasion de surenchérir: «La génération plus âgée est égale-

ment bien mieux représentée dans les gouvernements et les parlements que les jeunes.» Et c'est là qu'elle livre le fond de sa pensée: «Pour ralentir l'évolution vers la gérontocratie, nous devrions intervenir plus tôt dans le processus politique. Donner plus de poids aux jeunes voix, voire supprimer le droit de vote à partir d'un certain âge, permettrait de briser la domination des seniors. Le fait que de telles possibilités soient à peine débattues découle de la représentation inégale des générations.»

Nous disons que cette dame «enchaine les provocations», mais il n'est pas sûr que ce soit le fruit d'une volonté délibérée. Dans le contexte idéologique actuel, il semble tout à fait naturel à certaines personnes de réclamer la suppression de la liberté d'expression, et à plus forte raison la suppression du droit de vote, pour ceux de leurs concitoyens qui entraînent la marche du Progrès, ou qui incarnent simplement un passé dont on veut faire table rase. Dans un

contexte idéologique, la suppression des droits est une mesure assez courante. Et si cela ne suffit pas, on peut supprimer la vie; c'est aussi une mesure assez courante. Il ne faut voir aucune méchanceté dans cette volonté d'éliminer les gêneurs: il s'agit seulement d'écarter les facteurs d'obstruction ou de ralentissement afin de permettre l'avènement d'une société meilleure, telle que la définissent les *experts*, telle que la définit la *science*.

Trop d'intellectuels

Il se trouvera des lecteurs pour penser que nous exagérons. Pourtant, ce dont nous parlons ici s'est déjà produit au cours de l'histoire, et il n'y a donc aucune raison pour que ça ne se reproduise pas. Aujourd'hui, l'euthanasie apparaît d'ores et déjà comme un acquis social; le pas suivant sera vite franchi. Ces mêmes lecteurs n'auraient-ils pas aussi crié à l'exagération si on leur avait prédit, il y a quelques années, que des intellectuels bon chic bon genre –

qui s'étrangleraient si on proposait de réserver les droits civiques aux propriétaires terriens, aux pères de famille ou aux hommes portant une arme – allaient revendiquer publiquement et candidement la suppression du droit de vote pour les *seniors*?

Si les propositions cyniques de Mme Rahel Freiburghaus nous choquent, admettons cependant qu'elles nous séduisent aussi. Une étude de l'Université de Lausanne révèle que les jeunes apprentis se désengagent de la politique parce qu'ils s'y sentent mal à l'aise et dévalorisés. «Ils ont l'impression que la politique est réservée aux experts, aux personnes qui ont fait de grandes études, qui ont de grandes connaissances.» Peut-être serait-il temps de limiter le droit de vote – et donc le pouvoir de nuisance – des trop nombreux intellectuels qui traînent dans les universités.

Pollux

Insupportable paternalisme

Le budget 2026 de la Ville de Lausanne ne comportant qu'un maigre déficit de 77,5 millions de francs, il était urgent de dépenser de l'argent pour visibiliser la communauté LGBTQ dans le but de lutter contre toute forme d'exclusion. La Commune a donc installé des «œuvres inclusives», soit onze bancs publics repeints aux couleurs de l'arc-en-ciel, qui, nul ne peut l'ignorer, servent de bannière au mouvement susmentionné¹.

Cette initiative démagogique ayant déplu à certains Lausannois, quelques-uns de ces bancs ont été vandalisés, si on peut appeler vandales des gens qui recouvrent du mobilier urbain de peinture blanche. Mais qu'on se rassure: les œuvres maltraitées sont remplacées. Dame! on ne va pas laisser perdre «le fruit de deux ans de collaboration inter-services»!

Ils ne sont pas rapides, les services de la Ville de Lausanne!

L'Etat de Vaud, qui crie misère, ne peint pas de bancs. Il adopte des plans. Le 7 octobre, «le Conseil d'Etat a adopté un Plan d'action cantonal LGBTIQ, destiné à garantir une réelle égalité “pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes, queers ou en questionnement”»².

Ces initiatives paternalistes constituent une insupportable discrimination positive aux dépens des gens ordinaires et des contribuables.

Je me demande pourquoi, d'ailleurs, nos autorités ne voient pas qu'en agissant comme elles le font, elles offrent à leurs protégés la compassion, parfois teintée de condescendance, qu'on réserve aux handicapés physiques et mentaux. Les membres de la communauté à initiales variables seraient-ils incapables d'affronter les difficultés de la vie? Leur faut-il des tuteurs, des béquilles?

Croit-on en haut lieu que le fait d'être trop petit, trop gros, trop laid, trop faible, trop pauvre, trop niais ne conduit pas aussi à des situations d'inégalité, de rejet, d'exclusion et de discrimination?

La vie n'est un long fleuve tranquille pour personne. Nos impôts ne doivent donc jamais servir à favoriser

une catégorie de la population pour des raisons idéologiques.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/lausanne-a-peine-inaugure-un-banc-lgbtq-arc-en-ciel-a-deja-ete-blanchi-103422658>.

²<https://www.20min.ch/fr/story/vaud-le-canton-se-dote-d-un-plan-d-action-pour-les-lgbtq-103429690>.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «“Lâché” par Easyjet, un couple se désespère d'être remboursé.»¹ Dites: «“Lâché” par Easyjet, un couple désespère d'être remboursé.»

Deux personnes qui sombrent dans le désespoir parce qu'on leur rend de l'argent, c'est assez inattendu.

En fait, c'est l'histoire d'un couple dont le vol a été annulé par Easyjet et qui, n'ayant pas pu monter à bord d'un autre avion de la même com-

pagnie en raison d'un couac dans la communication, s'est vu contraint d'acheter des billets auprès d'un autre transporteur aérien pour être à l'heure à ses rendez-vous. Alors qu'il avait perdu l'espoir de se faire rembourser les frais inhérents à cette désagréable mésaventure, le couple, comme l'indique la fin de l'article, a fini par obtenir gain de cause et reprendre goût à la vie, grâce, semble-t-il, à l'intervention de *20 minutes*.

Cette passionnante histoire prouve donc qu'il ne faut jamais se désespérer quand on a des ennuis et qu'il ne faut pas non plus désespérer d'obtenir de l'aide quand on met sur l'affaire le quotidien gratuit.

Le pinailleur

¹<https://www.20min.ch/fr/story/geneve-lache-par-easyjet-un-couple-se-desespere-d-etre-rembourse-103420555>.

Décalage

La flottille pour la liberté de Gaza, une initiative conjointe de plusieurs ONG, qui avait pris la mer début septembre depuis Barcelone et avait été rejointe durant le mois à mesure qu'elle faisait route vers Gaza par de nombreux navires, a été arraisonnée par les troupes israéliennes dans la nuit du 1^{er} octobre. Les militants propalestiniens ont été transférés à terre et emprisonnés en vue de leur expulsion. A leur retour, les membres de l'expédition se sont

plaints de mauvais traitements, voire de tortures.

Cet épisode navrant nous inspire une réflexion. A quoi s'attendaient les gauchistes qui décidèrent d'embarquer pour une zone de guerre? Quel était le but de l'opération, au-delà de l'acheminement d'aide humanitaire dont on savait parfaitement qu'elle n'arriverait jamais à ses destinataires, si ce n'est une opération de marketing à grande échelle afin de discréditer l'Etat d'Israël et de servir la cause des terroristes du

Hamas? Le public ne s'y est pas trompé, d'ailleurs, au vu du nombre de moqueries qui ont circulé sur les réseaux sociaux après le premier départ avorté de la flottille depuis le port de Barcelone.

Ce qui frappe avant tout, c'est le décalage avec la réalité de nos militants gauchistes, élevés dans des pays qui n'ont pas connu de conflits armés depuis huitante ans, répartissant les bons et les mauvais points, fustigeant les méchants et soutenant les gentils. Quelle arrogance! Je gage

que les membres de la flottille, confrontés à un conflit armé depuis leur enfance, ayant vu des proches et des amis mourir, n'auraient pas une

autre attitude que celle des soldats de Tsahal vis-à-vis des donneurs de leçons venus de l'extérieur. Il y des paires de claques qui se perdent.

Xavier Savigny

Bricoles

Objectivité

Nos vertueux journalistes versent de plus en plus dans l'information tendancieuse. Ils se distinguent particulièrement par leur détestation du président des Etats-Unis et leur tendance à mélanger exposé des faits et commentaires fielleux.

Deux exemples:

Ce qu'il fallait écrire: *Depuis que Donald Trump a lancé sa guerre commerciale, le monde retient son souffle.*

Ce qu'ils ont écrit: *Depuis que Donald Trump a débarqué avec ses gros sabots pour lancer sa guerre commerciale, le monde retient son souffle*¹.

Ce qu'il fallait écrire: *Le président américain accuse les élus de contrecarrer sa campagne d'expulsions massives de migrants.*

Ce qu'ils ont écrit: *Le président américain, en complète dérive autoritaire, accuse les élus de contrecarrer sa campagne d'expulsions massives de migrants*².

Un de ces jours, ils écriront: *Le président américain, cet insupportable mêle-tout, s'efforce d'instaurer la paix en Palestine.*

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/economie-malgre-trump-la-suisse-tient-bon-grace-a-la-banane-bleue-103429633>.

²<https://www.20min.ch/fr/story/etats-unis-trump-veut-mettre-en-prison-des-elus-democrates-de-l-illinois-103430412>.

Slogan

20 minutes fait peau neuve et s'apprête à renoncer au support papier. Pour que nul n'ignore les changements présents et à venir, il mène une campagne publicitaire comportant le slogan «Lire rend sexy».

Bien entendu, il ne faut pas voir dans le mot *sexy* la moindre allusion à une attirance sexuelle. Lire vous fait acquérir une beauté intérieure qui vous rend séduisant, nous dit-on en substance.

Fort bien. Mais si le lecteur n'a pas envie de séduire, que fait-on?

Autre question: est-on en droit de supposer que les êtres séduisants sont plus que les autres attirés par la lecture? Bien sûr que non. C'est dommage, d'ailleurs: on aurait là un moyen de lutter contre l'illettrisme.

Mais il faut comprendre que, pour les auteurs de la campagne publicitaire de **20 minutes**, la seule lecture qui vaille est celle de la presse, dont leur client est un des plus beaux fleurons.

De nos jours, apprécier la bonne littérature ne fait pas de vous des individus sexys, mais des bonnets de nuit.

M.P.

Voyages ukrainiens

Le Conseil fédéral a décidé de maintenir le statut de protection S pour les Ukrainiens, tout en le limitant¹.

Cette décision a fait réagir les partis, à gauche comme à droite.

L'UDC ne veut pas de cette prolongation et le Parti socialiste (PS) y voit «une décision inhumaine», qui «ne profite qu'à Poutine» – tout le monde sait que M. Poutine a grand besoin des Ukrainiens réfugiés en Suisse.

Il faut toutefois donner raison au PS quand il affirme que «la réalité de cette guerre montre qu'il n'y a pas d'espace sûr en Ukraine».

Mais alors, à quoi rime «la pratique en matière de voyages, qui prévoit que les bénéficiaires du statut S peuvent se rendre en Ukraine quinze jours par semestre (et non plus quinze jours par trimestre, comme c'était le cas jusqu'ici)»?

Apparemment, ce profiteur de Poutine ne menace pas la sécurité des réfugiés qui ont envie d'aller faire un tour au pays.

Comprenne qui pourra.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/statut-s-les-ukrainiens-seront-desormais-renvoyes-selon-leur-provenance-103430123>.

Tyrannie fédérale

Des cantons suisses allemands ayant décidé, à tort ou à raison, de retarder l'introduction de l'enseignement du français dans leurs écoles, le Conseil fédéral, toujours bien inspiré, estime que «les décisions récentes vont à l'encontre du concordat HarmoS et "mettent en péril l'harmonisation de l'enseignement et la cohésion nationale"»¹.

Il «a donc chargé le Département fédéral de l'intérieur (DFI) de pré-

parer, en vue d'une consultation, un projet de loi obligeant les cantons à continuer d'enseigner une deuxième langue nationale au niveau primaire».

Avant que n'existent tous les organes et comités qui prétendent harmoniser l'enseignement en Suisse, les cantons s'occupaient de leurs écoles tout seuls et on ne sache pas que la mythique cohésion nationale s'en soit trouvée menacée. Et si des décisions cantonales vont à l'en-

contre du concordat HarmoS, c'est le concordat qui doit s'adapter et non l'inverse.

On rêve d'un Conseil fédéral qui se mêle de ses affaires.

M.P.

¹<https://www.20min.ch/fr/story/suisse-alemanique-le-conseil-federal-digere-mal-l-abandon-du-francais-au-primaire-103418166>.